

Copenhague: la conférence sur le climat, en quête de sérénité, bloquée sur l'argent

La conférence sur le climat de Copenhague tentait mercredi de progresser après le coup de sang des pays en développement la veille, provoqué par la fuite d'un projet de texte danois et alimenté par le manque d'avancées sur les questions de financement.



"Il est inutile de se focaliser (sur ce texte)", a déclaré à l'AFP Dessima Williams, représentante de Grenade et de l'Association des petits Etats insulaires (AOSIS). "Nous devons avancer, il nous faut un accord légalement contraignant qui préserve la planète et protège les plus pauvres. Tout le reste n'est que distraction".

"J'espère que la poussière va retomber et qu'on pourra retourner au vrai sujet", a confié un responsable européen.

Le document en cause, une proposition du Danemark testée auprès de quelques pays, a été jugé comme une "grave violation" des procédures par le délégué soudanais Lumumba Stanislas Dia-Ping, dont le pays préside la coalition du G-77 (130 pays en développement). Il a exclu cependant de tourner le dos aux négociations.

Alors que le ministère danois du climat avait assuré la veille qu'il n'existait "en aucun cas un +texte danois secret+ pour un nouvel accord", cette fuite organisée par les ONG a fourni une "mise en scène utile au G-77 pour attaquer la présidence danoise", estime la négociatrice française Laurence Tubiana. "Elle va limiter ses possibilités d'action dans les prochains jours".

Mme Tubiana envisage d'ailleurs que d'autres textes puissent ainsi être mis sur la table dans les prochains jours, émanant de l'AOSIS ou du Groupe Afrique, qui souhaitent réaffirmer leur attachement au protocole de Kyoto, seul traité contraignant. Autant de brouillons qui pourraient inspirer le rédacteur officiel de l'accord, le Maltais Michael Zammit Cutajar, dont la production pourrait surgir en fin de semaine.

Mais les pays en développement s'inquiètent surtout du manque de visibilité sur le financement du prochain accord.

Les seules promesses claires à ce stade concernent le déblocage immédiat d'environ 10 milliards de dollars par an dès l'an prochain et sur trois ans, pour aider les pays les plus vulnérables.

"C'est indispensable, à condition qu'il y ait quelque chose derrière", note Pierre Radanne, observateur de longue date des négociations et conseiller des Africains francophones, qu'il dit "au bord du désespoir".

Aucun pays industrialisé n'a encore avancé le montant de sa contribution, alors que les politiques d'adaptation au changement climatique des pays les plus pauvres sont évaluées à plus de 50 milliards de dollars par an d'ici 2050.

L'Union européenne estime que 100 milliards par an seront nécessaires pour l'adaptation et les politiques d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, mais ne précise pas la part qu'elle compte prendre.

Le conseil européen, qui se réunit jeudi et vendredi à Bruxelles, a peu de chances de clarifier les choses : les dirigeants européens devraient juste tenter de s'entendre sur une aide immédiate de 2 milliards d'euros (3 mds USD environ) par an, mais l'UE n'a aucune intention d'avancer seule, sans les Etats-Unis notamment.

"Ce qui renvoie la grande partie de poker à la nuit du 18 au 19" décembre, en présence des chefs d'Etat et de gouvernement, commente M. Radanne.

Ceux-ci devront aussi surmonter leurs divergences sur l'opportunité de porter à Copenhague l'objectif européen de réduction des émissions à -30% pour 2020 (par rapport à 1990) en cas d'accord, contre 20 actuellement.

Par ailleurs, la France ressert ses liens avec l'Afrique : le président Nicolas Sarkozy et le Premier ministre d'Ethiopie, Meles Zenawi (mandaté par l'Union africaine), sont convenus mardi "d'agir ensemble" pour un accord "ambitieux et contraignant" à Copenhague.